

## PANORAMA



## Chine-Afrique : le mariage de raison va-t-il durer ?

**2**  
**IL EST FACILE DE TOMBER AMOUREUX. IL EST PLUS DUR ENSUITE D'AIMER :**  
Relation commerciale déséquilibrée et dépendance croissante

**11**  
**RÉFUTER LES MYTHES :**  
Où et comment les relations sino-africaines évoluent-elles ?

**S**orti en juillet 2017, *Wolf Warrior 2*, est devenu le premier film non hollywoodien à intégrer le top 100 au box-office mondial de tous les temps. Ce film d'action présente la Chine comme la protectrice de l'Afrique. Seulement quatre jours après la sortie du film, la Chine a inauguré sa première base militaire à l'étranger sur la côte de Djibouti, matérialisant le message du film. La Chine a manifesté un intérêt prononcé pour Djibouti, petit pays de la Corne de l'Afrique qui constitue un point d'entrée sur le continent, particulièrement depuis la tenue du premier Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC).

Comme son nom l'indique, le FOCAC incarne et encadre les intérêts de Pékin pour le continent tout entier. Depuis la tenue du premier Forum en 2000, l'essor de la coopération économique entre l'Empire du Milieu et le continent africain a fait de la Chine un partenaire économique clef pour de nombreux pays africains. Toutefois, le commerce reste, sans conteste, le pilier de la relation entre la Chine et l'Afrique. Les relations bilatérales plus étroites entre la Chine et la plupart de ses partenaires africains se cantonnent à l'augmentation croissante de la demande de la Chine en matières premières, en particulier en ressources minérales telles que le pétrole, les métaux et les pierres précieuses ; et font l'objet d'une attention de plus en plus soutenue.

Cependant, presque 20 ans après le lancement du FOCAC, il est devenu nécessaire de réexaminer les relations Chine-Afrique. Le rééquilibrage économique de la Chine au profit de la consommation privée a commencé et le ralentissement de l'activité économique se fait déjà sentir, malgré quelques signes de vigueur en 2017. Ceci se traduit par un affaiblissement de la demande chinoise en ressources minérales et une baisse des prix des matières premières, à commencer par ceux du pétrole brut, ces deux phénomènes constituent des tendances persistantes qui remodeleront les relations bilatérales Chine-Afrique. Le recul des échanges commerciaux entre le continent africain et l'Empire du Milieu, ainsi que la diminution des flux d'investissement directs à l'étranger (IDE) au cours des deux précédentes années, viennent renforcer cette idée.

Cette baisse de la demande n'affectera pas tous les pays de la zone de la même manière. Les pays qui ont le plus profité de l'expansion de la Chine devraient en subir les effets avec plus de force. Pour cette étude, nous déployons un coefficient de dépendance aux exportations pour identifier les principales sources de risques. Cet indice est mesuré sur une échelle de 0, indiquant une dépendance nulle à l'égard de la Chine, à 1, qui signifierait une dépendance totale. Nos résultats suggèrent que la dépendance a augmenté significativement entre 2006 et 2016. Pour replacer ceci dans son contexte, la dépendance aux exportations de matières premières de l'Afrique subsaharienne

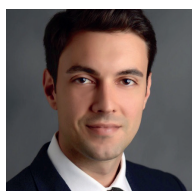




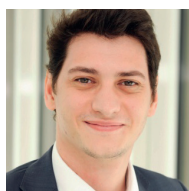
vis-à-vis de la Chine a été de 0,24 en 2016, comparée aux 0,07 enregistrés pour l'Union européenne et de 0,12 aux États-Unis. L'Afrique subsaharienne affiche également un coefficient de dépendance nettement plus élevé que ses pairs des marchés émergents en Asie et en Amérique du Sud. Sans surprise, nous constatons que les exportateurs de pétrole (Angola) et de métaux (Zambie, Afrique du Sud) sont très exposés aux éventuelles variations de la demande chinoise. Ces pays ont également plus profité de l'apport des capitaux chinois et des prêts.

Toutefois, malgré la dépendance accrue aux exportations vers la Chine, les évolutions récentes offrent une lueur d'espoir. Les produits agricoles (oranges sud africaines, sésame éthiopien, arachides sénégalaises, tabac mozambicain) et le bois brut (Mozambique, Nigéria, Guinée Equatoriale, Cameroun, Ghana), qui pourraient potentiellement bénéficier du

rééquilibrage du modèle de croissance chinois, commencent à s'intégrer au panier des exportations de l'Afrique vers la Chine. De plus, les IDE chinois et les prêts ont commencé à se diversifier en s'éloignant des secteurs de l'extraction et en se concentrant sur la production, les services publics et les services. Toutefois, comme dans tout bon partenariat, une saine dose de scepticisme est également justifiée. Les flux de prêts et d'IDE ne se comparent pas aux flux commerciaux en valeur ; ils appartiennent en fait, à un ordre de grandeur inférieur. Ceci signifie que les pays africains qui affichent de forts taux de dépendance vis-à-vis de la Chine restent très exposés à une correction plus forte de la demande chinoise ou à un retour à des prix plus faibles des matières premières. Par ailleurs, les discours sur une délocalisation de «l'usine du Monde» vers l'Afrique paraissent prématurés compte tenu des faibles volumes d'exportations de biens manufacturés vers la Chine.



**Carlos  
CASANOVA**



**Ruben  
NIZARD**

## 1 IL EST FACILE DE TOMBER AMOUREUX. IL EST PLUS DUR ENSUITE D'AIMER: RELATION COMMERCIALE DÉSÉQUILBRÉE ET DÉPENDANCE CROISSANTE

### 1.1 De partenaire marginal à principal partenaire commercial: comment la Chine s'est développée en Afrique

Les premiers écrits faisant état de relations bilatérales entre l'Afrique et la Chine datent du Moyen-Âge, avec des manuscrits remontant jusqu'à la Dynastie des Tang (618-907). Durant les dynasties Song (960-1279) et Ming (1368-1644), le transit des vaisseaux chinois dans les eaux de l'océan indien s'est considérablement intensifié, ce qui explique pourquoi, de nos jours, des objets chinois de ces périodes peuvent être trouvés sur la côte Est de l'Afrique. Toutefois, la naissance des relations économiques modernes n'a pas eu lieu avant l'avènement de la République populaire de Chine en 1949. Au départ, la Chine poursuivait l'objectif de faire progresser le communisme dans la région en soutenant divers mouvements de libération et/ou maoïstes en Afrique. Toutefois, l'aide chinoise est devenue au fil du temps plus technique en nature<sup>1</sup>, avec l'envoi de personnel médical et le financement de nombreux projets d'infrastructure par Pékin, y compris la voie ferrée reliant la Tanzanie et la

Zambie, désormais considérée comme un symbole de la relation d'amitié entre la Chine et l'Afrique<sup>2</sup>.

Ces efforts ont porté leurs fruits. L'aide des nations africaines a joué un très grand rôle dans l'accession de la Chine à l'Assemblée générale aux Nations Unies (ONU) en 1971. Un total de 26 voix sur les 76 votes en faveur provenait ainsi des nations africaines. Aujourd'hui encore, on observe que seulement trois des 22 pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec Taïwan sont en Afrique, à savoir le Burkina Faso, Sao Tomé et Príncipe, et le Swaziland. La relation est restée forte au fil des années et, suite au vide diplomatique laissé par les manifestations de la place TiananMen en 1989, la Chine s'est tournée vers ses alliés africains pour obtenir, une nouvelle fois, une aide politique et commerciale.

Après la proposition en cinq points de Jiang Zemin en 1996 destinée à nouer une relation de long terme entre la Chine et les nations africaines, cette coopération prend un virage manifestement commercial en se concentrant sur les échanges bilatéraux et en

1/ Bräutigam, D., 2011. "Chinese Development Aid in Africa: What, Where, Why and How Much?" in *Rising China: Global Challenges and Opportunities*, Golley J. and Song L., Australia National University Press, Canberra, pp. 203-223.

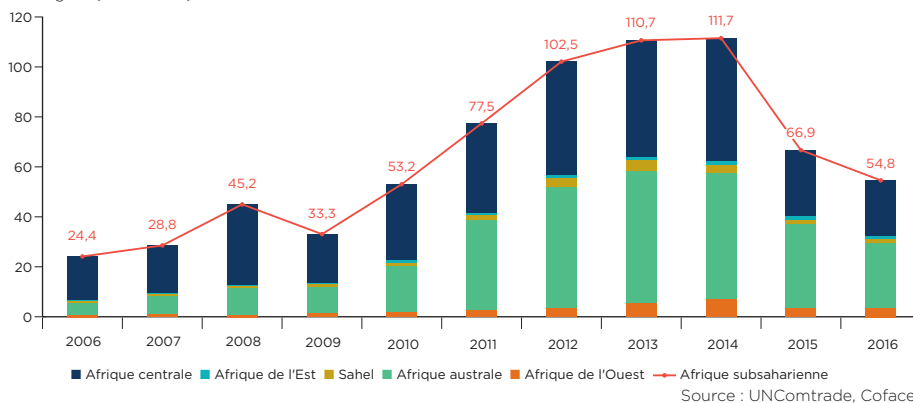
2/ Yu, G., 2011. "Working on the Railroad: China and the Tanzania-Zambia Railway," *Asian Survey*, University of California Press, Volume. 11, No. 11, pp. 1101-1117.

s'éloignant des prêts à taux zéro<sup>3</sup>. Cette tendance a été renforcée par la « politique de conquête », une initiative établie en 1999 destinée à promouvoir l'internationalisation des entreprises chinoises. L'expansion internationale était une priorité pour la Chine, afin de lui permettre de sécuriser son accès aux ressources pour alimenter l'essor des investissements, mais aussi de créer de nouveaux marchés à l'étranger pour ses produits manufacturés et ses services. L'aide au développement que la Chine a fourni aux pays africains s'est donc particulièrement portée sur les moyens de favoriser les liens commerciaux par le biais des infrastructures et du savoir-faire technologique, générant ainsi des occasions mutuellement profitables pour les exportateurs d'Afrique et la Chine.

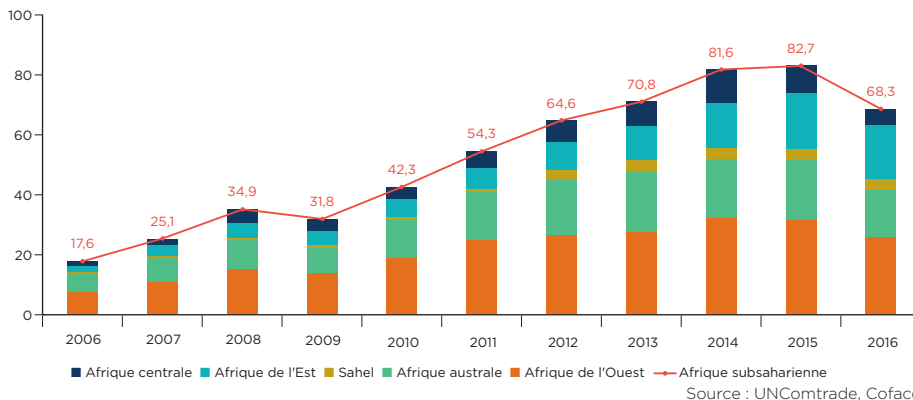
Les taux de croissance à deux chiffres en Chine et son appétit vorace pour les ressources naturelles l'ont conduite vers des contrées encore inexploitées, une quête qui a aidé à alimenter le commerce avec les exportateurs de matières premières en Afrique et au-delà. En conséquence de cette expansion, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a

bondi au cours des dix dernières années, atteignant 178 milliards de dollars en 2016, en baisse par rapport à un niveau record de 210 milliards de dollars en 2013. Pour l'Afrique subsaharienne<sup>4</sup>, ce chiffre était de 123 milliards de dollars en 2016, en baisse par rapport aux 193 milliards de dollars enregistrés en 2013. Les importations sont devenues une composante de plus en plus importante des échanges commerciaux bilatéraux, même si les exportations ont prédominé pendant une longue période au cours de la dernière décennie (voir graphiques 1 et 2). La région affiche désormais un déficit de sa balance commerciale avec la Chine, avec, néanmoins, des différences géographiques marquées. Par exemple, si l'Afrique de l'Ouest et de l'Est présentent des déficits commerciaux, l'Afrique australe et centrale continuent à avoir un excédent commercial vis-à-vis de la Chine. Sans surprise, l'Afrique australe (menée par l'Afrique du Sud) représente la plupart des exportations du continent vers la Chine, suivie par l'Afrique centrale (menée par l'Angola), tandis que l'Afrique de l'Ouest (menée par le Nigeria) et l'Afrique de l'Est (menée par le Kenya et la Tanzanie) captent la plupart des importations.

**Graphiques 1 A :**  
Exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine  
Par région (2006-2016) - En milliards de dollars US



**Graphiques 1 B :**  
Exportations de la Chine vers l'Afrique subsaharienne  
Par région (2006-2016) - En milliards de dollars US

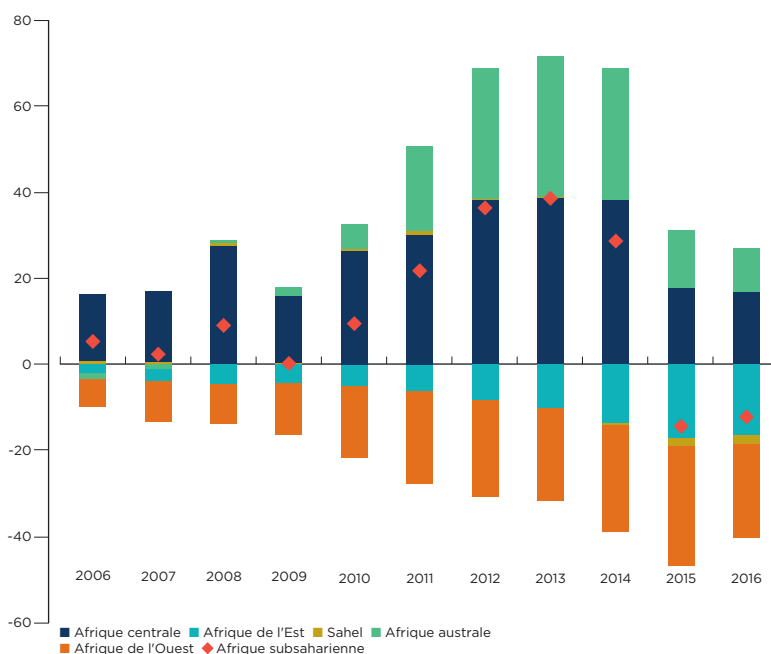


3/ Sithara F., 2007. "Chronology of China-Africa Relations," in China Report, Volume 43, No.3 pp. 363-373 pp, Sage Journals.

4/ Sahel : Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Soudan ; Afrique de l'ouest : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo ; Afrique centrale; Angola, Cameroun, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), Congo (Kinshasa), Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé et Principe, Soudan du Sud ; Afrique orientale: Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Rwanda, Seychelles, Somalie, Tanzanie, Ouganda, Afrique australe : Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.



■ ■ ■  
**Graphique 2 :**  
Balance commerciale (des biens) de l'Afrique subsaharienne avec la Chine  
Par région - En milliards de dollars US (2006-2016)



Source : UNComtrade, Coface

Comme nous pouvons le voir sur le graphique n°3, l'impact du commerce bilatéral en termes de PIB régional<sup>5</sup> est également devenu important. L'Afrique centrale, ayant une structure économique moins diversifiée, est plus exposée, avec un commerce global (somme des importations et des exportations) représentant environ 15 % du PIB en 2016. Sans surprise, l'autre grande région exportatrice, l'Afrique australe est également placée au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, environ 12 % du PIB au cours de la même période. A l'inverse, le commerce bilatéral avec la Chine représente une partie nettement plus faible du PIB au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le premier n'a pas autant été impliqué dans le miracle économique chinois, par rapport à d'autres régions en Afrique, tandis que le second englobe des économies plus diversifiées telles que la Côte d'Ivoire. En outre, bien que le Nigéria soit le premier producteur de pétrole en Afrique, la Chine n'est pas la principale destination de ses exportations : dans le passé, plusieurs acteurs chinois (des secteurs publics et privés) ont tenté, sans succès, d'augmenter leur participation dans le secteur pétrolier nigérian.

Quelques différences notables peuvent également être observées en ce qui concerne la composition de ces flux. Les exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine restent essentiellement concentrées sur

les ressources naturelles. En fait, elles représentent presque 80 % des exportations totales vers la Chine. Les combustibles (39 %), les minéraux et les métaux (36 %) dominent massivement un panier d'exportations peu diversifié. Dans le détail, le pétrole brut est l'exportation la plus importante<sup>6</sup> vers la Chine (21 %), suivie par l'or<sup>7</sup> (9 %) et les diamants (4 %). En revanche, les importations sont moins concentrées et sont dominées par les produits manufacturés. Ces derniers constituent l'essentiel des importations (28 %), suivis par les équipements de transport et la machinerie (23 %), puis par les minéraux et métaux précieux (10 %) (voir graphiques 5A et 5B). Cette répartition est le reflet de relations commerciales potentiellement déséquilibrées entre l'Afrique subsaharienne et la Chine ; exportations de matières premières et importations de produits manufacturés. De plus, la situation n'est pas favorable aux pays qui essaient d'accroître leur capacité de production. C'est particulièrement inquiétant pour les économies riches en matières premières du continent, puisque ce phénomène augmente les risques de « Maladie hollandaise »<sup>8</sup>, un mécanisme par lequel les revenus issus des ressources naturelles renforcent la monnaie nationale, conduisant à des importations « meilleur marché » et, ainsi, un secteur manufacturier local moins compétitif. Il accroît également l'exposition à l'instabilité des prix des matières premières et aux variations de la demande.

5/ Le commerce total, c'est-à-dire la somme des importations et des exportations, exprimée en PIB fait référence à l'ouverture commerciale. L'interprétation du terme « ouverture commerciale » est la suivante : plus l'indice est élevé, plus l'influence du commerce est importante sur une économie donnée.

6/ Au niveau à 4 chiffres du Système harmonisé de codification et de description des matières premières (HS) qui est une nomenclature de produits internationale polyvalente, élaborée par l'Organisation mondiale des douanes (WCO).

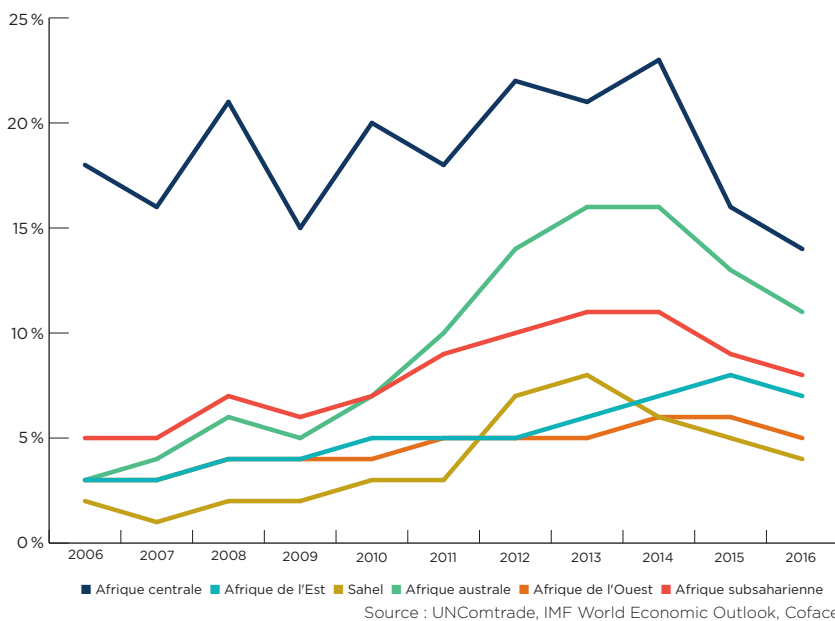
7/ Conformément à la classification internationale pour le commerce international et afin de garantir une cohérence continue au fil du temps, l'or a été inclus dans un chapitre appelé « marchandises non spécifiées ailleurs ». De plus amples informations sont disponibles au sujet de l'exportation de l'or par l'Afrique vers la Chine dans l'encart 2.

8/ « The Dutch Disease », The Economist, 26 novembre 1977.

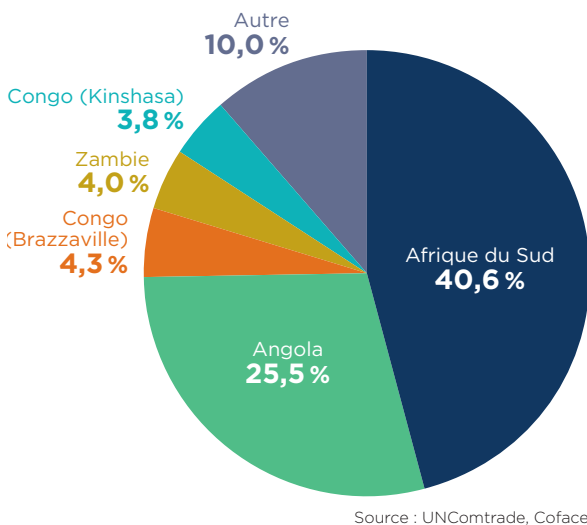
Le « moteur de croissance chinoise », comme il a parfois été désigné par les exportateurs de matières premières dans le monde émergent, a fourni une bouée de sauvetage des plus utiles lorsque les sources traditionnelles de la demande ont fait défaut. Toutefois, la demande chinoise a commencé à ralentir, conséquence d'une réorientation vers la consommation domestique, au détriment des investissements et de la production de l'industrie lourde. Les exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine ont chuté de plus de 50 % par rapport à leur pic en 2014. Cette

tendance correspond à une décélération de l'économie chinoise, passée d'une croissance de 10 % en moyenne entre 2000 et 2010 à 6,7 % l'an dernier. Ceci aura des conséquences inévitables pour les exportateurs africains. En particulier, un ralentissement de la croissance chinoise continuera à peser sur les exportations de nombreuses matières premières africaines très appréciées telles que le cuivre, le minerai de fer et le pétrole, contributions vitales dans la construction des infrastructures chinoises modernes et des complexes immobiliers florissants.

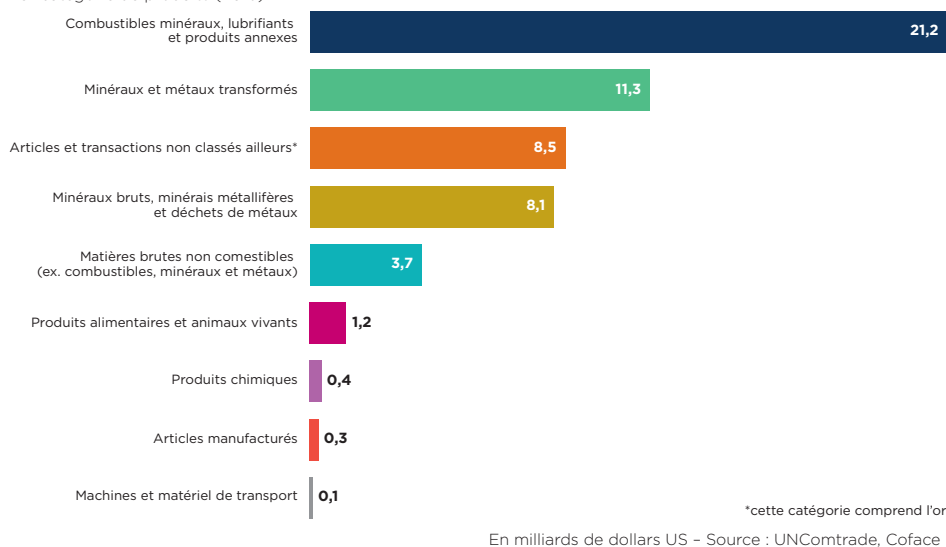
**Graphique 3 :**  
Commerce bilatéral Afrique subsaharienne-Chine  
En pourcentage du PIB



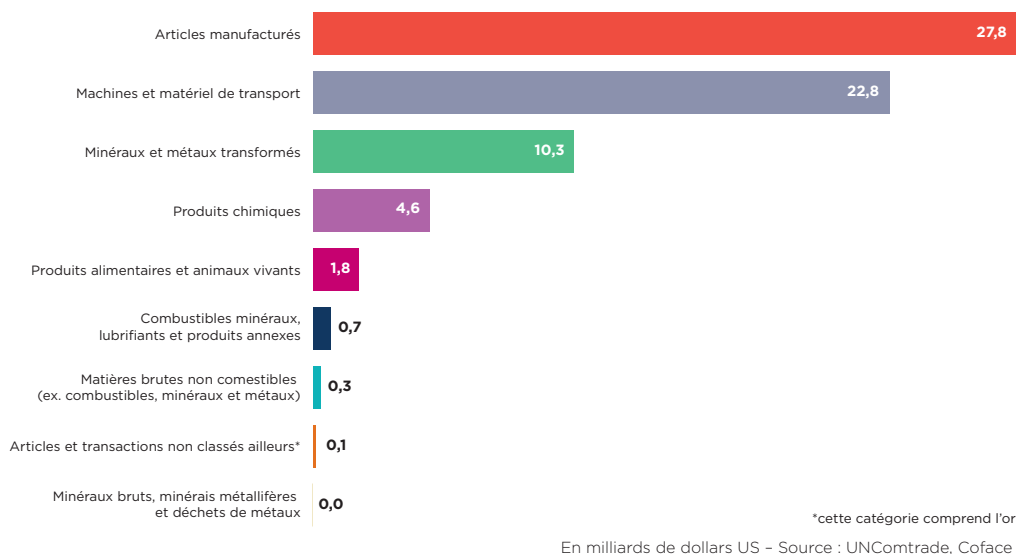
**Graphique 4 :**  
Pays exportateurs d'Afrique subsaharienne vers la Chine  
En pourcentage du total des exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine (2016)



■ ■ ■  
**Graphiques 5A :**  
Exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine  
Par catégorie de produits (2016)



**Graphiques 5B :**  
Exportations de la Chine vers l'Afrique subsaharienne  
Par catégorie de produits (2016)



## 1.2 Exportateurs de minéraux et de combustibles en Afrique : identifier les pays les plus exposés par leur dépendance aux exportations vis-à-vis de la Chine

Cette baisse de la demande affectera-t-elle tous les pays de la zone de façon homogène ? Pas nécessairement. Les pays qui ont le plus bénéficié de l'expansion de la Chine devraient, logiquement, ressentir les effets d'autant plus intensément, tandis que les pays qui n'ont pas renforcé leurs relations commerciales avec la Chine devraient être moins concernés. Qui plus est, les pays qui sont plus dépendants des revenus de l'exportation seront plus durement touchés, tandis que ceux qui possèdent une économie diversifiée en ressentiront moins les effets. Les fondements de cette relation peuvent sembler évidents mais en déterminer



**La dépendance des exportations à l'égard de la Chine est élevée sur tout le continent Africain.**



l'impact n'est pas une tâche simple. Pour révéler quels pays seront les plus affectés par un ralentissement de l'économie en Chine, il est important de comprendre les relations commerciales bilatérales dans le contexte de la dépendance à l'export de l'Afrique vis-à-vis de la Chine (voir encart 1).

**ENCART 1 :**

## Méthodologie de mesure de la dépendance commerciale

La portée de l'impact d'un ralentissement des échanges bilatéraux sur les exportations des pays africains est intrinsèquement liée à la vul-

néralité des biens exportés aux variations de la demande chinoise. Afin de mesurer cette vulnérabilité, nous utiliserons un indice de dépen-

dance des exportations pour les principales matières premières que tous les pays africains exportent vers la Chine:<sup>9</sup>

$$Index_{x,y} = \sqrt[3]{\frac{EXP_{x,y}}{EXP_y} \times \frac{EXP\ to\ China_{x,y}}{EXP_{x,y}} \times avg \left[ \frac{IMP_x\ China}{IMP_x} \times \left( 1 - \frac{EXP_{x,y}}{EXP_x} \right) \right]}$$

Les différentes composantes de l'indice sont détaillées dans le Tableau 1 ci-dessous :

| Composante   | Description   |
|--|---|
| $\frac{EXP_{x,y}}{EXP_y}$  | Fait référence aux exportations d'une matière première x pour un pays y par rapport à ses exportations totales. Ceci indique la concentration des exportations d'un pays autour d'une matière première (x).   |
| $\frac{EXP\ to\ China_{x,y}}{EXP_{x,y}}$   | Fait référence aux exportations en matière première (x) d'un pays (y) vers la Chine, relativement à ses exportations totales pour cette matière première. Ceci indique le niveau de dépendance de chaque pays vis-à-vis de la Chine quand il s'agit de vendre une marchandise particulière sur d'autres marchés d'exportation.  |
| $avg \left[ \frac{IMP_{x,China}}{IMP_x} \times \left( 1 - \frac{EXP_{x,y}}{EXP_x} \right) \right]$ | La moyenne de deux sous-composantes : la première moitié fait référence à la part des importations chinoise de matières premières x, dans le marché mondial, tandis que la seconde moitié correspond à 1 moins la part de matières premières x sur le marché d'exportations du pays y. Ceci fournit une mesure de la puissance de la Chine en qualité d'acheteur ou indique le pouvoir de fixation des prix comparé à la puissance du pays d'exportation en qualité de vendeur. |

L'indice mesure l'exposition relative des pays africains aux variations de la demande provenant de la Chine pour leurs produits exportés. Cette mesure est calculée pour chaque bien exporté particulier pour un pays donné

(voir Tableau 2). Elle est comprise entre 0 et 1 et les résultats les plus élevés indiquent une exposition plus forte aux dérèglements des échanges avec la Chine.

L'analyse a été conduite au moyen de chiffres compilés avec

la base de données des Nations Unies COMTRADE à un niveau à 4 chiffres du Système harmonisé de codification et de description des marchandises de 2017 (HS-4)<sup>10</sup>.

Comme nous pouvons le constater à partir de notre carte (voir graphique 6), la dépendance aux exportations est élevée sur tout le continent. Le chiffre de dépendance globale pour les différents pays africains a été calculé en agrégeant les coefficients de dépendance à l'exportation pour les différents produits exportés, pondérés par leur poids dans les échanges commerciaux. Un classement des couples

pays/produits présentant les niveaux de dépendance les plus élevés à l'égard de la Chine est proposé dans le tableau numéro 2. Pour replacer ces résultats dans leur contexte, la dépendance aux exportations des matières premières d'Afrique subsaharienne à l'égard de la Chine était de 0,24 en 2016<sup>11</sup> ; en comparaison, l'Union Européenne a une dépendance de 0,07 tandis qu'elle est de 0,12 aux États-Unis. Même si la

9/ A. Garcia-Herrero et C. Casanova. "China's trade relations with the South: what can Africa learn from Latin America?". 2014. BBVA Research URL : <https://www.bbva.com/en/publicaciones/chinas-trade-relations-with-the-south-what-can-africa-learn-from-the-latin-american-case/>.

10/ Les informations et la classification HS 2017 complète peuvent être consultées sur le site internet de l'Organisation mondiale des douanes (WCO) : <http://www.wcoomd.org/en/topics/nomenclature/instrument-and-tools/hs-nomenclature-2017-edition/hs-nomenclature-2017-edition.aspx>.

11/ La dépendance commerciale pondérée aux exportations à l'égard de la Chine pour chaque région a été calculée à partir des 50 plus grandes exportations vers la Chine par groupes de pays.



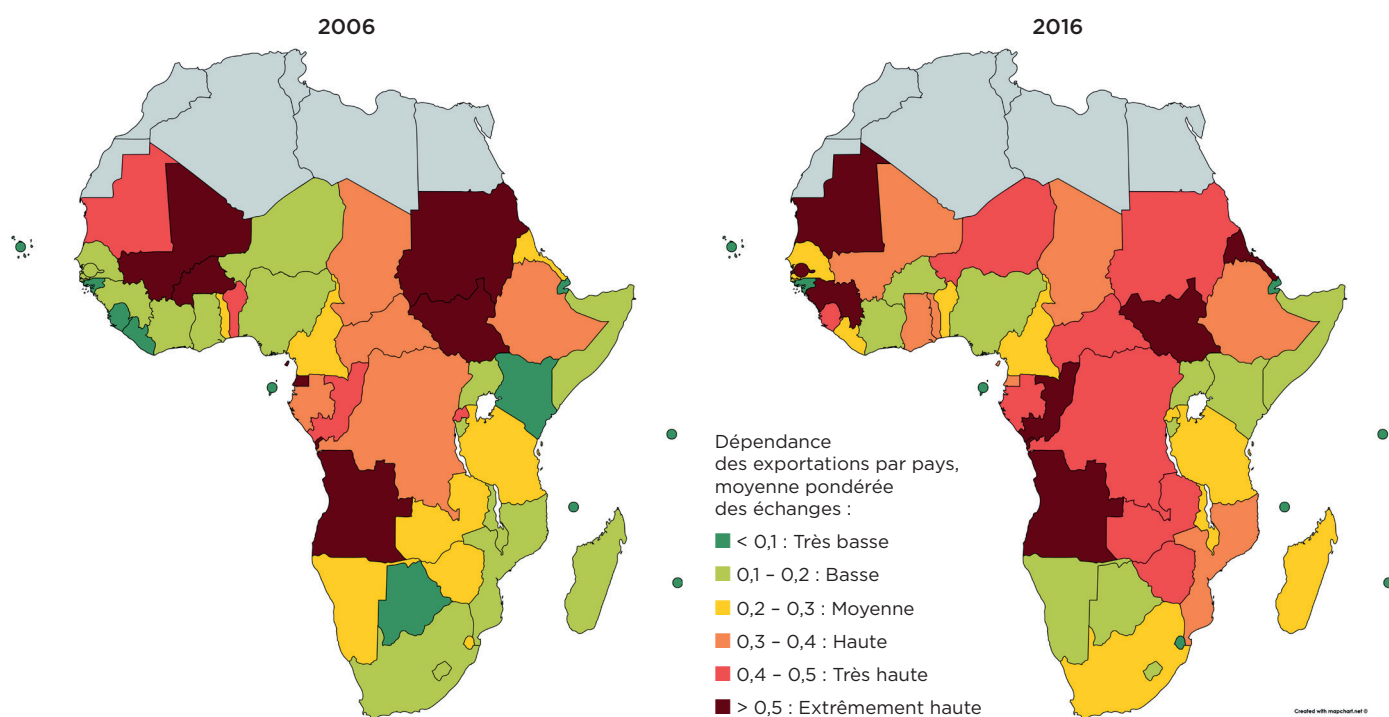
dépendance des exportations à l'égard de la Chine est plus élevée pour les économies émergentes, l'Afrique subsaharienne affiche toujours un coefficient sensiblement plus élevé que ses pairs dans d'autres régions du monde. Par exemple, le chiffre pour l'Asie du Sud-Est<sup>12</sup>, l'un des principaux partenaires commerciaux de la Chine, était seulement de 0,16 durant la même période (voir tableau 3).

De plus, la dépendance a incontestablement augmenté par rapport à 2006 (voir tableau 2 et graphique 6). Cette hausse est en ligne avec la montée en flèche des volumes commerciaux entre la Chine et l'Afrique, multipliés par trois au cours de la période allant de 2006 à 2016. Ce n'est pas un hasard si les pays les plus dépendants sont également ceux qui exportent des matières premières vers la Chine. Quant aux produits, la dépendance la plus forte se concentre autour du pétrole brut. Ainsi, depuis la proclamation de son indépendance en juillet 2011, le Soudan du Sud a figuré en tête du classement de la dépendance envers la Chine avec ses exportations de pétrole. La Chine a joué un rôle essentiel dans ce pays, à la fois par le biais de ses missions de maintien de la paix, mais aussi par le financement des infrastructures critiques qui permettent au pays de mieux exploiter ses ressources naturelles. Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que les exportations de pétrole soudanaises (99 % des exportations enregistrées en 2016) aient été, en majeure partie, destinées à la Chine, ceci expliquant

le haut niveau de dépendance des exportations soudanaises de pétrole. Le Sud Soudan, qui détient 75 % des réserves de pétrole du Soudan pré-indépendance, a ainsi hérité de la dépendance aux exportations de l'ancien Soudan. L'Angola est un autre pays qui figure en bonne place dans le classement, compte tenu de sa relation commerciale établie de longue date avec la Chine (voir encart 2) ; il est suivi, pour les exportations de pétrole, par le Congo et le Gabon.

Les minerais métalliques (dont le fer, le cuivre et l'aluminium) participent également à la forte dépendance des exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine. L'Érythrée, la Guinée, la Mauritanie ou encore le Sierra Leone apparaissent ainsi en bonne place dans le classement des pays les plus dépendants avec leurs exportations de cuivre, de fer ou d'aluminium. Tandis que ces derniers ne sont pas nécessairement des producteurs aussi importants, comparés à d'autres pays de la zone tels que la Zambie (voir encart 2), le volume de la demande provenant de la Chine par rapport à leurs volumes d'exportations totales explique la forte dépendance de ces pays. Toutefois, la Zambie n'est pas en reste et a constaté une augmentation considérable de sa dépendance aux exportations de cuivre entre 2006 et 2008 ; elle y est restée très dépendante depuis ce moment-là. Enfin, la dépendance est également prononcée en ce qui concerne les exportations de matières premières moins évidentes telles que le bois et les minerais de métaux précieux.

**Graphique 6 :**  
Dépendance des exportations par pays, moyenne pondérée des échanges, indice de 0 (pas de dépendance) à 1 (dépendance complète), comparaison de l'année 2006 par rapport à 2016



Source: Garcia Herrero & Casanova (2014), UNComtrade, Coface

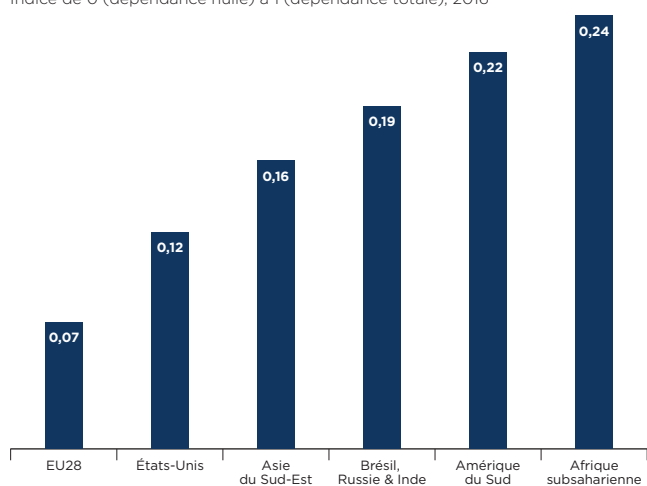
12/ L'Asie du Sud-Est inclut le Brunei Darussalam, le Cambodge, le Timor Oriental, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, la Birmanie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.



**Tableau 2 :**  
Classement de la dépendance des exportations vis-à-vis de la Chine, 2006 vs. 2016

| Rang | Pays                | Nom de la marchandise  | Code HS | Dépendance 2016 | Dépendance 2017 |
|------|---------------------|--|---------|-----------------|-----------------|
| 1    | Soudan du Sud       | Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux   | '2709   | 0,83            | -               |
| 2    | Angola              | Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux   | '2709   | 0,66            | 0,56            |
| 3    | Gambie              | Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou équarris  | '4403   | 0,66            | 0,14            |
| 4    | Congo (Brazzaville) | Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux   | '2709   | 0,64            | 0,52            |
| 5    | Erythrée            | Minerais de cuivre et leurs concentrés   | '2603   | 0,58            | 0,00            |
| 6    | Guinée              | Minerais d'aluminium et leurs concentrés   | '2606   | 0,58            | 0,00            |
| 7    | Mauritanie          | Minerais de fer et leurs concentrés, y.c. les pyrites de fer grillées (cendres de pyrites) | '2601   | 0,57            | 0,13            |
| 8    | Sierra Leone        | Minerais de fer et leurs concentrés, y.c. les pyrites de fer grillées (cendres de pyrites) | '2601   | 0,56            | 0,00            |
| 9    | Zambie              | Cuivre non affiné; anodes en cuivre pour affinage électrolytique                           | '7402   | 0,55            | 0,23            |
| 10   | Erythrée            | Minerais de métaux précieux et leurs concentrés  | '2616   | 0,54            | 0,00            |
| 11   | Gabon               | Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux   | '2709   | 0,54            | 0,35            |

**Graphique 7 :**  
Dépendance des exportations envers la Chine pondérées par le volume de commerce  
Par pays / Groupe de pays  
Indice de 0 (dépendance nulle) à 1 (dépendance totale), 2016



Source : UNComtrade, Coface

## ENCART 2 :

### Angola et Zambie : figures emblématiques de la dépendance des exportations des pays africains à destination de la Chine

#### Angola : les accords « ressources contre infrastructure » et dépendance au pétrole

En 2016, l'Angola était un pays très dépendant vis-à-vis de la Chine en matière d'exportations et il s'est systématiquement classé parmi les cinq pays les plus dépendants d'Afrique subsaharienne au cours des dix dernières années. La dépendance du pays vis-à-vis de la Chine se justifie presque exclusivement par ses exportations de pétrole brut vers le plus gros pays consommateur de pétrole du monde (voir tableau 2). L'Angola était déjà l'un des principaux

fournisseurs de pétrole de la Chine avant même la fin de la guerre civile en 2002 (voir graphique 7). Toutefois, la relation bilatérale Angola-Chine transcende les flux commerciaux. Quelques mois seulement après l'approbation par Pékin d'un prêt de 2 milliards à l'Angola, Sinopec, l'un des plus gros producteurs de pétrole et de gaz de Chine, a conclu un partenariat avec Sonangol, entreprise publique chargée de l'exploitation pétrolière en Angola. Ce type d'accords, qualifiés d'accords « res-

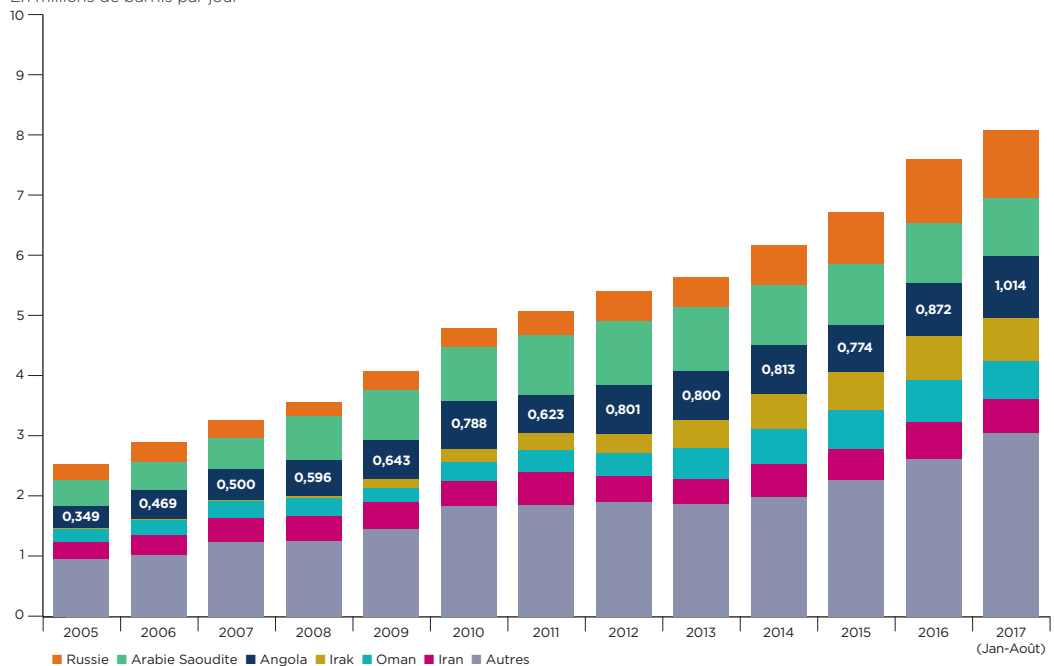
sources contre infrastructure », (par lequel le remboursement de prêts concédés par la Chine pour le développement d'infrastructure se fait au moyen d'exportations de pétrole brut) est devenu une référence pour d'autres marchés émergents en Afrique et ailleurs. Cependant, le « modèle angolais » comporte une mise en garde. La récession des prix du pétrole en 2014 a durement affecté les relations bilatérales.

Le commerce entre les deux pays, exprimé en dollars, a été divisé par deux, voire plus. Toutefois, la dépendance vis-à-vis de la Chine est demeurée forte puisque le volume de barils de pétrole exportés vers la Chine est resté soutenu. En effet, le pétrole moins cher a conduit à une augmentation des exportations de pétrole angolais

vers la Chine avec un record de 872 000 barils de pétrole brut par jour (b/j) exportés, établis en 2016 (voir le graphique 7). Les données mensuelles des douanes chinoises indiquent que l'Angola est sur le point de battre ce record une nouvelle fois en 2017 (1 million de barils par jour, b/j, en moyenne, entre Janvier et Août 2017). Cependant,

les volumes d'exportations en hausse n'ont pas compensé l'effondrement des prix du pétrole de leurs niveaux atteints en 2014. Cette augmentation pourrait également s'avérer de courte durée, surtout si le gouvernement chinois décide de limiter les importations afin de s'attaquer au surcapacité du secteur du raffinage.

**Graphique 8 :**  
Importations de pétrole brut de la Chine par pays d'origine  
En millions de barrils par jour



Source : Administration Générale des Douanes de la République populaire de Chine, Energy Information Agency, Coface

### Zambie : une histoire d'amitié qui a tourné à l'aigre

La dépendance de la Zambie aux exportations en direction de la Chine a été multipliée par deux au cours des dix dernières années. Les prémices de leurs relations se sont établis en 1998, après que le *China Nonferrous Metal Mining Group* (CNMC), une entreprise publique chinoise, a commencé à exploiter la mine de cuivre de Chambishi. Dès lors, un nombre croissant de compagnies chinoises ont emboîté le pas de CNMC, pénétrant dans le secteur de l'extraction en Zambie. Comme en Angola, la présence chinoise en Zambie s'est également construite sur le modèle des accords « ressources contre infrastructure ».

De même, le fait qu'une large part d'investissements étrangers ait été axée sur les ressources a largement contribué à la dépendance des exportations zambiennes en direction de la Chine, accentuant encore l'exposition du pays aux variations possibles des prix des matières premières et augmentant sa vulnérabilité face aux chocs externes. Surtout, la Zambie constitue un exemple évocateur de l'hostilité de l'engagement chinois en Afrique. Plusieurs conflits salariaux entre les employeurs chinois et les travailleurs locaux ont terni les bases de cette relation de longue durée. Cette question, en particulier, a attiré l'attention de la

communauté internationale lorsque *Human Right Watch* a publié un rapport sur les mauvaises conditions de travail pratiquées par les entreprises publiques chinoises en Zambie<sup>13</sup>. L'une des critiques les plus récurrentes sur l'engagement chinois en Afrique, bien que parfois injustifiées, concerne les normes d'exploitation médiocres. En Zambie, un ressentiment croissant à l'égard des chinois a ainsi servi une rhétorique populiste dans la classe politique qui dénonce régulièrement un engagement peu favorable aux populations locales, en termes économiques et sociaux.

13/ "‘You’ll Be Fired If You Refuse’: Labour Abuses in Zambia’s Chinese State-owned Copper Mines." Human Rights Watch, 2011, URL: <https://www.hrw.org/report/2011/11/04/youll-be-fired-if-you-refuse/labor-abuses-zambias-chinese-state-owned-copper-mines>

## 2 RÉFUTER LES MYTHES : OÙ ET COMMENT LES RELATIONS SINO-AFRICAINES ÉVOLUENT-ELLES ?

### 2.1 Perspectives prometteuses pour les produits agricoles et les matières premières transformées à plus haute valeur ajoutée

Les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique restent déséquilibrées. La présence grandissante de la Chine sur le continent a ainsi fait l'objet de beaucoup de commentaires, y compris des allusions à sa nature néo coloniale. Toutefois, les médias traditionnels n'ont pas suffisamment insisté sur les évolutions prometteuses qui remodelent les relations sino-africaines. En effet, en 2016, les combustibles et les métaux représentaient 53 % du total des exportations d'Afrique subsaharienne vers l'Empire du Milieu. Cependant, même si ce chiffre reste remarquablement élevé, il a baissé de façon constante depuis 2008, époque à laquelle il

représentait plus de 80 % du panier des exportations de l'Afrique vers la Chine. Cette évolution semble indiquer qu'il y a, d'ores et déjà, eu des évolutions dans la relation sino-africaine. Afin de les identifier, nous nous sommes attardés, pays par pays, sur les secteurs dont les volumes d'exportations :

1) dépassaient, en 2016, un seuil de 100 millions de dollars exportés vers la Chine

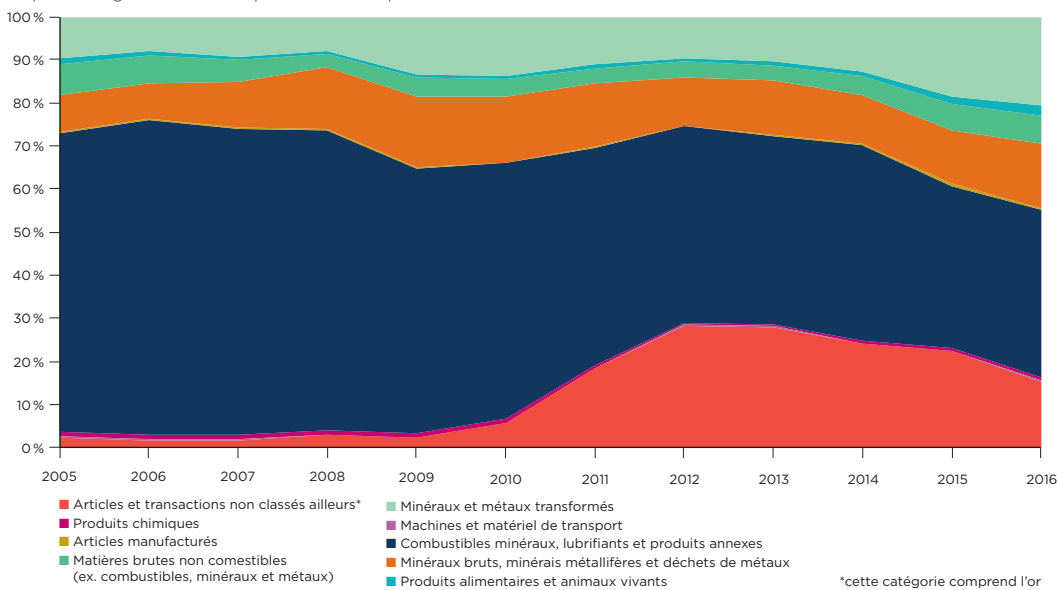
2) qui ont été multipliés par trois (ou plus) au cours de la décennie passée.

L'un des premiers éléments à émerger en utilisant cette méthodologie est l'explosion de la demande chinoise pour la catégorie de produits « non spécifiée » en provenance d'Afrique du Sud, catégorie essentiellement composée d'or<sup>14</sup> (*voir encart 2*).

Graphique 9 :

Exportations vers la Chine par catégorie de produits

En pourcentage du total des exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine



En analysant les données plus en détail, on constate également que l'Afrique a réussi à capturer une partie du processus de création de valeur ajoutée pour les matières premières. L'augmentation des exportations de minerai transformé est, en effet, une caractéristique importante de l'évolution de la relation sino-africaine. Ces exportations ont été multipliées par cinq entre 2005 et 2016. Même si un tel changement dans la physionomie des exportations rend toujours les pays riches en matières premières vulnérables aux évolutions des cours internationaux de ces produits, le traitement des métaux et des minéraux pourrait localement engendrer une hausse des revenus, encourager l'emploi et les transferts de technologie.

Toutefois, stimuler les industries locales de transformation des minerais afin d'augmenter la valeur ajoutée par unité exportée est une mutation qui requiert du temps. Certains gouvernements, conscients des bénéfices potentiels, poussent énergiquement pour ajouter de la valeur à leurs exportations. Afin de promouvoir le traitement en aval des minéraux, des taxes à l'exportation, des licences restrictives d'exportation et des interdictions d'exportations ont ainsi parfois été mises en place par les gouvernements africains. En mars 2017, la Tanzanie a, par exemple, imposé une interdiction à l'exportation des minerais d'or et de cuivre, des concentrés de minéraux et des minéraux métalliques non traités. Un récent rapport de

14/ Conformément à la classification SITC, l'or non monétaire autre que les minerais d'or et les concentrats figurent dans le chapitre « marchandises non spécifiées ailleurs ».



l'OCDE<sup>15</sup> a indiqué que ce type de protectionnisme ne présentait pas d'avantages manifestes pour l'industrie locale. Les auteurs ont également constaté que dans certains cas, ces mesures pouvaient porter atteinte à la performance globale des industries protégées. Même si elles sont animées des meilleures intentions, les politiques de ce genre peuvent s'avérer néfastes, par leur effet dissuasif sur les investissements et l'aliénation des opérateurs miniers qui travaillent déjà dans le pays. Dans l'exemple de la Tanzanie, Acacia Mining, une filiale de l'entreprise canadienne Barrick Gold qui exploite plusieurs mines dans le pays d'Afrique orientale, a par conséquent annoncé qu'elle allait se retirer de la principale mine d'or du pays (Bulyanhulu).

D'autres matières brutes que les carburants et minéraux se distinguent également dans notre analyse de l'évolution des exportations vers la Chine, à commencer par celles de bois. En plus du bois gambien, signalé dans la section précédente pour sa forte dépendance à l'égard de la Chine, le Nigeria et le Ghana en Afrique de l'Ouest, le Cameroun et la Guinée Equatoriale en Afrique centrale, ainsi que le Mozambique et la Zambie en Afrique australe se signalent par des forts taux de croissance vers la Chine dans cette catégorie de produits. Au total, ces exportations de bois bruts s'élevaient à 1,5 milliards de dollars en 2016. Les ressources forestières relativement limitées de la Chine pourraient ouvrir une fenêtre d'opportunité pour les exportations de ces pays africains dans les prochaines années. Le bois étant davantage tiré par la consommation privée que les métaux et minéraux (notamment pour l'ameublement), ce secteur pourrait éventuellement bénéficier du rééquilibrage en faveur de la consommation en Chine.



### Seuls quelques produits ont conduit à la croissance des exportations africaines de biens agricoles vers la Chine.



Les matières premières agricoles sont un autre domaine qui offre des opportunités de développement. 15 % de l'ensemble des terres arables dans le monde se situe en Afrique subsaharienne, ce qui donne à la région un avantage comparatif dans ce domaine. Dans le même temps, la Chine est le pays le plus peuplé de la planète et sa population a connu une augmentation rapide de ses revenus, ce qui s'est traduit par une demande pour un régime alimentaire plus riche. Ceci devrait soutenir la possibilité de voir

les pays africains diversifier leurs paniers d'exportations en incluant une part importante de matières premières agricoles telles que les graines oléagineuses, les fruits et légumes frais, la viande et le poisson. Toutefois, même si la croissance de ces exportations est indiscutable, les chiffres du commerce indiquent que les volumes exportés de produits agricoles vers la Chine restent assez bas, à 1,2 milliard de dollars, soit 2 % des exportations totales vers la Chine. De plus, la région entretient un déficit commercial avec la Chine dans cette catégorie, et cette situation n'a pas vraiment évolué au cours des dix dernières années. Les rapports des médias sur un élan coordonné menée par la Chine afin de développer l'agriculture en Afrique ont nourri le sentiment que la Chine était en train de renforcer sa future sécurité alimentaire en investissant lourdement sur le continent, ce qui est loin d'être vrai. D'après les découvertes de l'initiative de recherche sino-africaine de l'école d'études internationales avancées de John Hopkins (SAIS CARI), l'Afrique n'est pas prête de devenir « la ferme de la Chine ».<sup>16</sup>

En nous attardant sur les données, nous nous sommes, en effet, aperçus que seuls quelques produits avaient conduit à la croissance des exportations africaines de biens agricoles vers la Chine. Il apparaît que la croissance était principalement portée par le tabac, produit en Afrique australe et, particulièrement au Zimbabwe, qui est le fournisseur principal de tabac de la Chine. Le tabac est suivi par les exportations d'agrumes, également en provenance d'Afrique australe (Afrique du Sud cette fois). En dehors de l'Afrique australe, les exportations de graines et fruits oléagineux (HS-1207) se détachent, menées par les exportations de graines de sésame en provenance d'Éthiopie. Les exportations de cette catégorie de produits ont également considérablement augmenté au Mali, au Niger, au Sénégal, au Soudan, en Tanzanie et au Togo. Les exportations de graines et de fruits oléagineux en provenance d'Afrique subsaharienne ont représenté environ 1 milliard de dollars chaque année depuis 2014. Toutefois, d'autres biens agricoles africains réputés tels que le cacao (Ghana, Côte d'Ivoire, Nigeria, Togo), le café (Éthiopie, Ouganda, Kenya, Tanzanie) et le thé (Kenya, Burundi, Mozambique) ne figurent pas parmi les principales exportations de produits agricoles de l'Afrique vers la Chine. Nous pensons que la part de ces produits augmentera à l'avenir, conformément aux tendances démographiques de la classe moyenne émergente chinoise, qui s'urbanise rapidement. Toutefois, les fournisseurs asiatiques sont encore privilégiés par la Chine pour ces denrées. Aussi, il paraît peu probable que ces exportations agricoles parviennent à détrôner les produits minéraux, ou même le tabac, dans la hiérarchie des exportations africaines vers la Chine dans un avenir proche.

15/ B. Fliess, E. Isardi et R. Roussow. "Export controls and competitiveness in African mining and minerals processing industries", 2017. OECD Trade Policy Papers, No. 204. OECD Publishing. Paris. URL : [http://www.oecd-ilibrary.org/trade/export-controls-and-competitiveness-in-african-mining-and-minerals-processing-industries\\_1fddd828-en](http://www.oecd-ilibrary.org/trade/export-controls-and-competitiveness-in-african-mining-and-minerals-processing-industries_1fddd828-en).

16/ *Will Africa feed China?*, Deborah Bräutigam, Oxford, Oxford University Press, 2015, 248 pp.

**ENCART 3 :**

## **Comblent le vide dans les données : exportations d'or sud africain vers la Chine**

La catégorie des « articles non classifiés ailleurs » (HS 9999) dans les données de commerce bilatérale entre les pays africains et la Chine a connu une augmentation remarquable, atteignant 27 milliards de dollars en 2014 avant de tomber à zéro seulement deux ans après. De plus, 99 % de ces exportations venaient d'Afrique du Sud, alimentant les spéculations : quel(s) produit(s) étai(en)t exporté(s) en Chine ?

### **Une mine d'or au bout de l'arc en ciel ?**

L'Afrique du Sud est devenue le principal partenaire commercial de la Chine en Afrique en 2010. C'est également (et peut être pas par hasard) l'année où la nation sud-africaine a rejoint le groupe des BRIC, ensuite devenu les BRICS. La dépendance de l'Afrique du Sud aux exportations, telle que notre indice la définit, s'est accrue au cours des dix dernières années, conformément à la dynamique de croissance des flux commerciaux entre les deux pays. Toutefois, l'augmentation de la dépendance aux exportations a été portée par des marchandises non classifiées. HS 9999 représentait un chiffre surprenant de 64,9 % du total des importations chinoises

en provenance d'Afrique du Sud, et approximativement 20 % des exportations d'Afrique du Sud vers le monde en 2013.

Il semble que cette catégorie mystérieuse de produits comprenne principalement de l'or. En effet, les exportations d'or d'Afrique du Sud (HS code '7108) vers la Chine ont, parallèlement, connu une évolution tout aussi étrange (mais inversée) que la catégorie HS-9999, bondissant de zéro à 14,9 milliards de dollars en 2015. Lorsque nous avons examiné de façon plus minutieuse les données d'importations chinoises, nous avons observé des mouvements similaires dans le

commerce de ces deux catégories pour d'autres principaux fournisseurs d'or (Suisse, Australie, Hong Kong) de la Chine entre 2015 et 2016. L'évolution de ces flux commerciaux est également en adéquation avec la croissance de la demande d'or par la Chine, surtout après que le World Gold Council (Conseil mondial de l'or) et l'ICBC (Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)) ont lancé un « Gold Accumulation Plan ». Les recherches initiales à partir de 2013<sup>17</sup> suggèrent déjà que ce mystérieux écran noir dans les données pouvait être attribué à l'or. Nos observations semblent confirmer cette conclusion.

Le constat est similaire pour les exportations de produits manufacturés vers la Chine qui restent anecdotiques malgré une augmentation moyenne de 15 % par an au cours des dix dernières années. L'ouverture de l'usine de fabrication de chaussures Huajian en Éthiopie est un exemple du potentiel de production pour certains pays d'Afrique ; nous en parlerons dans la prochaine section de notre rapport. Cependant, les pays d'Afrique subsaharienne ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir s'établir comme « la nouvelle usine du monde », comme cela a parfois été entendu. Les industries de main d'œuvre peu qualifiée, telles que l'habillement, les textiles et les fabrications de chaussures commencent à émerger mais sont confinées à une poignée de pays, tout particulièrement en Afrique de l'Est. En plus de l'Éthiopie, souvent évoquée pour ses faibles coûts de main d'œuvre<sup>18</sup>, le Kenya, mieux situé dans les classements internationaux en matière de compétitivité, pourrait devenir une plateforme d'approvisionnement vestimentaire. Récemment, le Rwanda a également bénéficié d'investissements dans ce secteur (provenant du Groupe Huajian et de C&H Garments par exemple). De petits pays comme

le Swaziland, le Lesotho, Maurice et Madagascar ont établi une industrie du vêtement florissante en partie grâce à la loi sur le développement et les opportunités africaines (AGOA)<sup>19</sup>, une initiative américaine pour soutenir les économies africaines. Ce secteur offre ainsi des perspectives de croissance intéressantes mais demeure, pour l'heure, sous-exploitée dans la relation commerciale qui lie l'Afrique à la Chine.

### **2.2 Le financement et l'investissement témoignent également d'une possible diversification**

La Chine a également joué un rôle de plus en plus important en qualité de source de financement alternative pour les pays africains. Les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine vers l'Afrique subsaharienne ont considérablement augmenté au cours des dix dernières années. Les flux ont ainsi progressé de 0,4 milliard de dollars en 2000, pour atteindre un pic de 3,2 milliards de dollars en 2013. Comme nous l'avons observé avec l'évolution des flux commerciaux, ceux d'investissements ont diminué depuis.

17/ Sandrey R., E.M. Mpitsa, J. Vermaak et M. de Beer. "Assessing South Africa's trading relationship with China". 2013. Working paper no. D13WP03/2013. Trade Law Centre. URL : <http://www.tralac.org/wp-content/blogs.dir/12/files/2014/02/D13WP032013-Sandrey-et-al.-Assessing-SAs-trading-relationship-with-China-20131209-fin.pdf>.

18/ A. Gelb, C. Meyer, V. Ramachandran and D. Wadhwa, "Can Africa be a Manufacturing destination? Labor costs in comparative perspective", 2017. Working Paper 466. Center for Global Development. URL : <https://www.cgdev.org/publication/can-africa-be-manufacturing-destination-labor-costs-comparative-perspective>.

19/ African Growth and Opportunity Act (AGOA) est une loi fédérale américaine adoptée en 2000, qui offre des incitations aux économies africaines pour ouvrir leurs économies et créer libéraliser certains marchés. URL : <https://www.trade.gov/agoa/>.

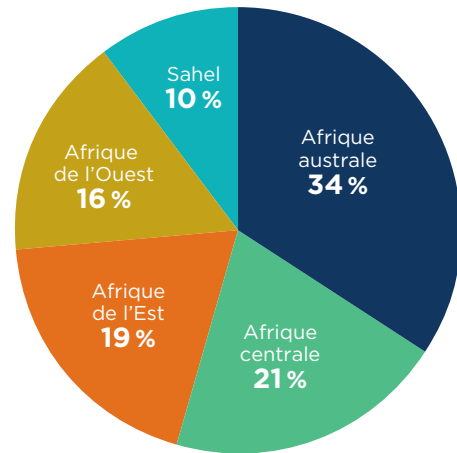


Sur le plan géographique, il n'est pas surprenant que les investissements chinois aient été dirigés vers des régions qui, parce qu'elles exportent beaucoup de matières premières, ont également de très forts niveaux de dépendance aux exportations vis-à-vis de la Chine. En particulier, nous constatons que la plupart des stocks d'investissements directs étrangers dans la région ont été envoyés en Afrique australe, suivie de l'Afrique centrale (Angola, Congo et Zambie). Ainsi que nous l'avons vu dans les parties précédentes de cette étude, l'engagement chinois dans la région a suivi, dans de nombreux cas, le « modèle angolais », toutefois cet état de fait commence à changer.

Une analyse des bénéficiaires des flux, plutôt que des stocks, révèle, en effet, un tableau plus contrasté. Tandis que l'Afrique du Sud et le Congo sont toujours sur la liste des principaux bénéficiaires, le classement est dominé par des économies telles que le Ghana, le Kenya et l'Éthiopie. Sans même plonger en détail dans les données de chaque pays, cela indique que les investissements chinois en Afrique ne sont pas toujours extractifs par nature. En fait, une observation des données aux niveaux des entreprises recueillies par le Ministère du Commerce chinois (MOFCOM) indique que la plupart des projets chinois en Afrique concernent les services et les industries de transformation<sup>20</sup>. Ceci est logique, compte tenu de l'augmentation des exportations de produits manufacturés de faible valeur ajoutée dont il a été question dans la précédente partie de cette étude. Elle est également cohérente avec l'implantation d'entreprises chinoises souhaitant pénétrer les marchés africains locaux, particulièrement en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Qui plus est, selon d'autres chiffres compilés par l'American Enterprise Institute, le plus grand nombre de transactions concernant les sociétés chinoises en Afrique (hors énergie) a été effectué dans l'industrie des transports, suivie par l'immobilier, l'agriculture et des services publics. L'Éthiopie et le Kenya ont, eux, constaté un volume considérable d'investissements chinois affluant vers l'industrie manufacturière (textile en Éthiopie et fabrication d'automobiles au Kenya).

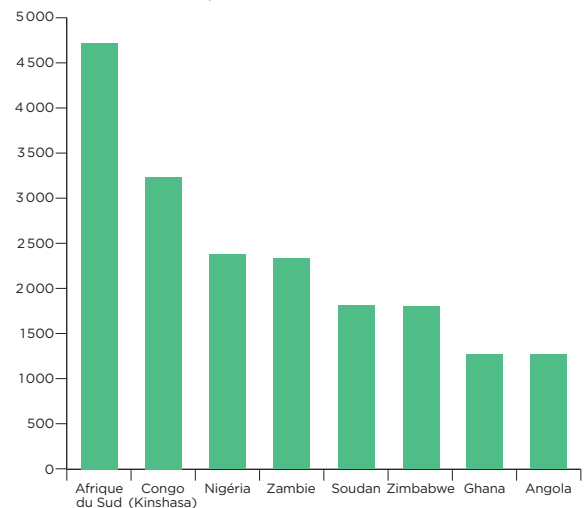
Le secteur des technologies est un autre domaine dans lequel les entreprises chinoises ont été très actives sur le continent. Ceci est particulièrement vrai pour les investissements du secteur privé dans les télécoms (Huawei). Les transports, chemins de fer en tête, appartiennent à un autre secteur dans lequel les entreprises chinoises ont eu beaucoup de poids, avec, par exemple, des contrats de plusieurs milliards de dollars pour le développement de lignes de chemins de fer au Nigéria, au Kenya, en Éthiopie et à Djibouti. La région a également été témoin de nombreux projets chinois dans le secteur des services, dont le plus médiatisé était l'investissement de l'ICBC dans le groupe bancaire Standard Bank en Afrique du Sud. Les investissements chinois ont par conséquent joué un rôle important dans la promotion de la diversification de l'économie africaine.

**Graphique 10 :**  
Distribution des stocks d'IDE chinois  
en Afrique subsaharienne (2015)



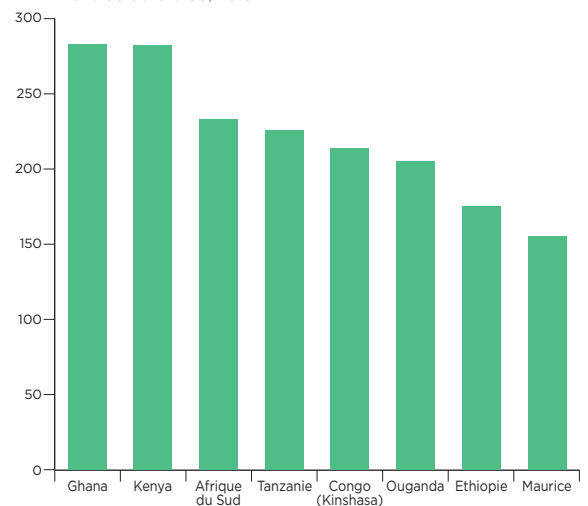
Source : MOFCOM, Coface

**Tableau 11A :**  
Principaux pays récipiendaires de stocks d'IDE chinois  
En millions de dollars US, 2015



Source : MOFCOM, Coface

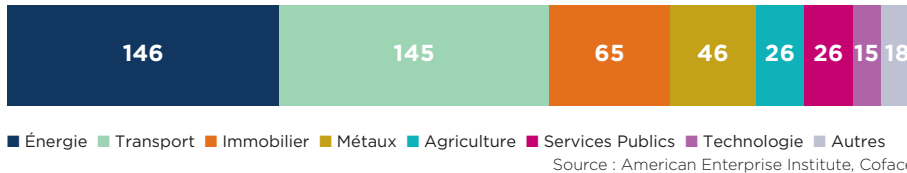
**Tableau 11B :**  
Principaux pays récipiendaires de flux d'IDE chinois  
En millions de dollars US, 2015



Source : MOFCOM, Coface

20/ H. Heiwai, D. Dollar et W. Chen. "Why is China Investing in Africa? Evidence from the firm level". 2015. Brookings.

**Graphique 12 :**  
Nombre des transactions  
Par secteur 2006 - 2017



Les chiffres correspondant aux prêts confirment également cette tendance à une plus grande diversification. La proposition en cinq points de Jiang Zemin a créé une fondation dédiée aux relations sino-africaines, fondée sur une coopération mutuelle mais aussi des gains mutuels. Les prêts chinois servent ainsi un système complexe d'intérêts, ayant pour objectif la sécurisation des intérêts économiques de la Chine dans la région, mais aussi la promotion du développement économique chinois et la réduction de la dépendance vis-à-vis des partenaires conventionnels. Le gouvernement encourage ses agences et ses entités commerciales à « mêler et combiner étroitement l'aide étrangère, l'investissement direct, les contrats de services, la coopération dans le domaine du travail, le commerce extérieur et les exportations. » La nature complexe du prêt concessionnel chinois peut donc parfois rendre difficile l'interprétation de son évolution.

D'après les chiffres recueillis par l'Initiative SAIS CARI, l'Angola a été le principal bénéficiaire de ces prêts entre 2000 et 2017, dont la majorité a été consacrée à l'exploitation de gisement de pétrole. Mais le pays compte seulement 21 % des 92 milliards de dollars de prêts cumulés entre 2000 et 2017. L'Éthiopie vient en deuxième position (14,2 %), suivie du Kenya (7,4 %) du Soudan (7 %), du Cameroun (4 %) et du Nigeria (3,8 %). L'aide de la Chine à l'Afrique couvre une grande variété de domaines, tels que l'agriculture, l'éducation, les transports, l'énergie, les communications, les soins de santé. Sur une base sectorielle, les transports et les services publics (énergie et eau) se taillent la part du lion (respectivement 32 % et 28 %), suivis par l'exploitation minière et les communications.

### 2.3 Conclusion

La nature des relations sino-africaines reste déséquilibrée. Le continent dans son ensemble entretient désormais un déficit commercial avec la Chine, tandis que les niveaux de dépendance aux exportations ont augmenté, surtout en ce qui concerne le pétrole et les métaux. Cependant, malgré ce message, les dernières évolutions montrent que la relation sino-africaine pourrait passer d'un mariage de convenance déséquilibré à un partenariat basé sur une coopération "gagnant-gagnant". Les matières premières agricoles et le bois brut émergent comme un ajout, modeste mais néanmoins appréciable, au panier des exportations de l'Afrique pour la Chine, tandis que les IDE et les prêts ont commencé à se diversifier en s'éloignant des secteurs de l'extraction et en se concentrant davantage sur la production, les services publics et les services. Cette diversification s'est déjà traduite par un nombre plus élevé d'exportations (mais toujours relativement faibles) de produits manufacturés à faible valeur ajoutée en Chine, ce qui devrait se poursuivre puisque le pays ambitionne de faire évoluer sa chaîne de valeur

globale, dans le cadre de sa stratégie « Made in China 2025 ». Les initiatives existantes telles que l'initiative « One Belt One Road » (Une ceinture, une route) ont pour objectif de dynamiser la connectivité régionale et de réduire les coûts des transactions. Non seulement cette démarche peut potentiellement dynamiser les exportations vers la Chine mais elle pourrait également faciliter le commerce intra-régional et avec les régions avoisinantes au Moyen-Orient et en Europe.

Toutefois, comme dans toute relation, une saine dose de scepticisme paraît également justifiée. Le panier des exportations africaines vers la Chine demeure très concentré autour du pétrole brut et des ressources minérales. En outre, les investissements de type IDE et les flux de financement ne se comparent pas aux flux commerciaux en valeur ; ils sont en fait, d'un ordre de grandeur bien plus faible. Ceci signifie que les pays africains qui affichent de fort taux de dépendance vis-à-vis de la Chine restent très exposés à une forte correction de la demande chinoise ou à un retour à des prix des matières premières plus faibles, en particulier les métaux. De plus, les intérêts chinois pour la région s'appuient sur les principes de développement chinois, et, à ce titre, ils poursuivent un réseau complexe d'objectifs politiques et économiques. Les pays africains ont raison d'essayer de capitaliser sur cette tendance et de tirer des enseignements de l'expérience de la Chine. Après tout, le « miracle économique de la Chine » a sorti des millions de personnes de la pauvreté, une situation dont la plupart des économies africaines peuvent rêver à ce stade. Toutefois, les gouvernements doivent se méfier de ne pas devenir trop dépendants du financement chinois, ou ils risquent de devenir vulnérables aux variations de la politique extérieure chinoise mais aussi à celles de sa demande. Aussi, certaines des dernières évolutions semblent s'orienter dans la bonne direction mais des efforts sont encore nécessaires pour rééquilibrer le partenariat.

---

## RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

---

## COFACE SA

1, place Costes et Bellonte  
92270 Bois-Colombes  
France

[www.coface.com](http://www.coface.com)

**coface**  
FOR SAFER TRADE